



LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL FORCÉ ET
LOI SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT
(la "Loi")

RAPPORT ANNUEL POUR L'ANNÉE 2024

Informations d'identification

Nombre	Point/question	Réponse
1.	Ce rapport est destiné à	Une "entité" au sens de la loi
2.	Nom légal	Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent / Corporation de Gestion de la Voie Maritime du Saint-Laurent
3.	Année de référence financière	Exercice financier se terminant le 31 mars 2024.
4.	S'agit-il d'une version révisée d'un rapport déjà soumis ?	Non
5.	Numéro d'entreprise	873566269
6.	S'agit-il d'un rapport conjoint ?	Non
7.	L'entité est-elle également soumise à des obligations de déclaration en vertu de la législation relative à la chaîne d'approvisionnement dans une autre juridiction ?	Non
8.	Les catégories s'appliquent à l'entité :	Présence d'entreprises canadiennes : ✓ dispose d'un établissement au Canada ✓ Fait des affaires au Canada ✓ Possède des actifs au Canada Seuils liés à la taille : ✓ A généré un chiffre d'affaires d'au moins 40 millions de dollars au cours d'au moins un de ses deux derniers exercices financiers. ✓ emploie en moyenne au moins 250 personnes au cours de l'un au moins de ses deux derniers exercices financiers
9.	Secteurs ou industries dans lesquels l'entreprise opère :	<ul style="list-style-type: none">• Transport et entreposage• Administration publique
10.	Pays dans lequel l'entité a son siège	Canada



Nombre	Question / Réponse
1.	<p>Quelles mesures l'entité a-t-elle prises au cours de l'exercice précédent pour prévenir et réduire le risque que le travail forcé ou le travail des enfants soit utilisé à une étape quelconque de la production de biens au Canada ou à l'étranger par l'entité ou de biens importés au Canada par l'entité ? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (Obligatoire)</p> <ul style="list-style-type: none">Élaboration et mise en œuvre de clauses contractuelles contre le travail forcé et/ou le travail des enfants
2.	<p>Veillez fournir des informations supplémentaires décrivant les mesures prises (le cas échéant) (limite de 1 500 caractères).</p> <ul style="list-style-type: none">La clause ci-dessous a été incorporée dans les conditions générales des bons de commande et dans les demandes de devis. <p>"CODE D'ÉTHIQUE DU FOURNISSEUR / TRAVAIL FORCÉ ET TRAVAIL DES ENFANTS : Le contractant déclare et garantit qu'aucun travail forcé ou travail des enfants, tel que défini et référencé dans le code ci-dessous, n'a été ou ne sera utilisé dans la production ou l'exécution des travaux ou dans tout matériau incorporé dans les produits et, en particulier, qu'aucun matériau figurant sur le site Web suivant et provenant des pays associés n'est utilisé dans les matériaux fournis à la CGVMSL_" https://www.dol.gov/agencies/ilab/reports/child-labor/list-of-goods-print.</p>
3.	<p>Quelle forme d'entité décrit précisément la structure de l'entité ?</p> <ul style="list-style-type: none">Société
4.	<p>Lequel des éléments suivants décrit précisément les activités de l'entité ? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.</p> <ul style="list-style-type: none">Importation au Canada de marchandises produites à l'étranger
5.	<p>Informations complémentaires sur la structure, les activités et les chaînes d'approvisionnement de l'entité.</p> <ul style="list-style-type: none">Pour de plus amples informations sur la société, ses activités, son conseil d'administration et ses dirigeants, consulter le site : https://greatlakes-seaway.com/en/about-us/slsmc-management/annual-corporate-summaries/La société est chargée de gérer, entre autres, les actifs du gouvernement fédéral. Bien que l'entretien et le renouvellement des actifs soient généralement effectués par des



Nombre	Question / Réponse
	entrepreneurs canadiens, la société a, de temps à autre, importé des biens de fournisseurs d'autres pays (généralement les États-Unis) dans le cadre de ses activités de gestion des actifs.
6.	L'entité dispose-t-elle actuellement de politiques et de procédures de diligence raisonnable relatives au travail forcé et/ou au travail des enfants ? <ul style="list-style-type: none"><li data-bbox="293 579 1500 684">• Pas pour le moment. La société a l'intention d'adopter un code d'éthique pour les fournisseurs en 2024, exigeant d'eux qu'ils prennent des mesures pour s'assurer qu'aucun travail forcé ou travail des enfants n'est utilisé dans la production de biens.
7.	Informations complémentaires sur les politiques et les procédures de diligence raisonnable de l'entité en matière de travail forcé et de travail des enfants. <ul style="list-style-type: none"><li data-bbox="293 852 477 884">• Sans objet
8.	L'entité a-t-elle identifié les parties de ses activités et de ses chaînes d'approvisionnement qui comportent un risque de recours au travail forcé ou au travail des enfants ? <ul style="list-style-type: none"><li data-bbox="293 1052 402 1083">• Non.
9.	L'entité a-t-elle identifié des risques de travail forcé ou de travail des enfants dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement liées à l'un des secteurs et industries suivants ? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. <ul style="list-style-type: none"><li data-bbox="293 1247 867 1278">× Agriculture, sylviculture, pêche et chasse<li data-bbox="293 1283 1162 1314">× Exploitation minière, carrières et extraction de pétrole et de gaz<li data-bbox="293 1318 467 1350">× Utilitaires<li data-bbox="293 1354 537 1386">× La construction<li data-bbox="293 1390 483 1421">× Fabrication<li data-bbox="293 1425 581 1457">× Commerce de gros<li data-bbox="293 1461 597 1493">× Commerce de détail<li data-bbox="293 1497 667 1528">× Transport et entreposage<li data-bbox="293 1533 883 1564">× Industries de l'information et de la culture<li data-bbox="293 1568 607 1600">× Finance et assurance<li data-bbox="293 1604 769 1635">× Immobilier, location et crédit-bail<li data-bbox="293 1640 1000 1671">× Services professionnels, scientifiques et techniques<li data-bbox="293 1675 841 1707">× Gestion des sociétés et des entreprises<li data-bbox="293 1711 1451 1743">× Services administratifs et de soutien, gestion des déchets et services d'assainissement<li data-bbox="293 1747 570 1778">× Services éducatifs<li data-bbox="293 1782 792 1814">× Soins de santé et assistance sociale<li data-bbox="293 1818 656 1850">× Arts, spectacles et loisirs



Nombre	Question / Réponse
	<ul style="list-style-type: none">× Hébergement et restauration× Autres services (sauf administration publique)× Administration publique• <u>Aucune de ces réponses</u>
10.	<p>Informations supplémentaires sur les parties des activités et des chaînes d'approvisionnement de l'entité qui comportent un risque de recours au travail forcé ou au travail des enfants, ainsi que sur les mesures prises par l'entité pour évaluer et gérer ce risque.</p> <ul style="list-style-type: none">• Non applicable
11.	<p>L'entité a-t-elle pris des mesures pour remédier au travail forcé ou au travail des enfants dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement ?</p> <ul style="list-style-type: none">• Aucun requis car aucun recours au travail forcé ou au travail des enfants n'a été identifié.
12.	<p>Informations complémentaires sur les mesures prises par l'entité pour remédier au travail forcé ou au travail des enfants.</p> <ul style="list-style-type: none">• Non applicable
13.	<p>L'entité a-t-elle pris des mesures pour remédier à la perte de revenus des familles les plus vulnérables résultant de toute mesure prise pour éliminer le recours au travail forcé ou au travail des enfants dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement ?</p> <ul style="list-style-type: none">• Pas pour l'instant.
14.	<p>Informations supplémentaires sur les mesures prises par l'entité pour remédier à la perte de revenus des familles les plus vulnérables résultant de toute mesure prise pour éliminer le recours au travail forcé ou au travail des enfants dans le cadre de ses activités et de ses chaînes d'approvisionnement.</p> <ul style="list-style-type: none">• Non applicable
15.	<p>L'entité dispense-t-elle actuellement une formation à ses employés sur le travail forcé et/ou le travail des enfants ?</p> <ul style="list-style-type: none">• Pas pour l'instant.
16.	<p>Informations complémentaires sur la formation que l'entité dispense à ses employés sur le travail forcé et le travail des enfants.</p>



Nombre	Question / Réponse
	<ul style="list-style-type: none">• Non applicable
17.	<p>L'entité dispose-t-elle actuellement de politiques et de procédures permettant d'évaluer son efficacité à garantir que le travail forcé et le travail des enfants ne sont pas utilisés dans le cadre de ses activités et de ses chaînes d'approvisionnement ?</p> <ul style="list-style-type: none">• Pas pour l'instant.
18.	<p>Informations supplémentaires sur la manière dont l'entité évalue son efficacité à garantir que le travail forcé et le travail des enfants ne sont pas utilisés dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement.</p> <ul style="list-style-type: none">• Non applicable

ATTESTATION

Conformément aux exigences de la Loi, j'ai examiné l'information contenue dans le rapport de la Corporation de Gestion de la Voie Maritime du Saint-Laurent. Sur la base de mes connaissances et après avoir fait preuve d'une diligence raisonnable, j'atteste que les informations contenues dans le rapport sont véridiques, exactes et complètes à tous égards importants aux fins de la Loi, pour l'année de référence mentionnée ci-dessus, et que le conseil d'administration a approuvé le rapport. Voir pièce jointe.



EXCERPT of MINUTES of a meeting of the Board of Directors of The St. Lawrence Seaway Management Corporation held at the Corporation's Head Office in Cornwall, Ontario, on Thursday, June 6, 2024.

FIGHTING AGAINST FORCED LABOUR AND CHILD LABOUR IN SUPPLY CHAINS ACT

Lori Kimball, CFO, noted that the Forced Labour and Child Labour Act, which was enacted in 2023 and came into force in January 2024, applies to the SLSMC. The steps taken by the Corporation to comply with the legislation were reviewed. One requirement under the Act is the issuance of an annual report to the Minister of Public Safety, which must be approved by the Board of Directors. The completed report for 2024 was included in the advance material for Board review and approval.

Upon motion duly made, seconded and unanimously carried, it was

RESOLVED that the 2024 annual report on Fighting Against Forced Labour and Child Labour in Supply Chains Act be approved and submitted to the Minister of Public Safety, as required under the Act.

CERTIFICATE

I, the undersigned, Pauline LeBlanc, Corporate Secretary of The St. Lawrence Seaway Management Corporation, certify that the preceding text is a true excerpt of minutes from the Lawrence Seaway Management Corporation Board of Directors meeting held on June 6, 2024.

July 11, 2024

Pauline LeBlanc, Corporate Secretary